
CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

C.C.A.P.











Marché établi en application du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

<https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGITEXT000037701019/>

Marché 2025.26

Fourniture et pose de matériels de gymnastique pour l'Université
de Lille

L'essentiel du contrat

	Objet	Fourniture et pose de matériels de gymnastique pour l'Université de Lille
	PSE	Sans
	Type de contrat	Appel d'offres ouvert
	Tranches optionnelles	Sans
	Clause Sociale	Sans
	Clause environnementale	Avec
	Durée/délai	<p>Des travaux préalables au présent marché peuvent être programmés au sein de la salle de gymnastique du Complexe Sportif Universitaire (CSU) José Savoye. En conséquence, une incertitude temporaire subsiste quant à la possibilité de démonter et d'installer les différents équipements, en fonction de la réalisation ou non des travaux.</p> <p>Afin de garantir le respect des impératifs administratifs qui s'imposent à l'établissement, un ordre de service en parfaite adéquation avec les délais mentionnés dans l'offre du titulaire sera établi après la notification.</p> <p>Cet ordre de service fera office d'instruction de fabrication pour le titulaire. Les différents délais commenceront à courir en fonction de la date mentionnée sur l'ordre de service.</p>
	Reconduction	Sans
	Prix	Ferme et forfaitaire
	Avance	<p>Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant du marché.</p> <p>Conformément à l'article B5 de l'attrib1, le délai d'exécution pour l'appréciation de l'avance est la date mentionnée sur l'ordre de service donnant ordre de commencer la prestation (fabrication) par rapport au délai mentionné par le titulaire dans son offre</p>

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 2 – FORME DU MARCHE	4
ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE	5
ARTICLE 5 – ORDRE DE SERVICE	5
ARTICLE 6 – SOUS TRAITANCE	5
ARTICLE 7 – CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION	6
ARTICLE 8 – OPERATION DE VERIFICATION	6
ARTICLE 9 – GARANTIE LEGALE – MAINTENANCE	7
ARTICLE 10 – PENALITES	7
ARTICLE 11 – PRIX	8
ARTICLE 12 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT	8
ARTICLE 13 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	10
ARTICLE 14 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE	10
ARTICLE 15 – AVANCE	10
ARTICLE 16 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	11
ARTICLE 17 – ASSURANCE	11
ARTICLE 18 – MODIFICATION DU MARCHE	11
ARTICLE 19 - RÉSILIATION	11
ARTICLE 20 – DROIT ET LITIGES	12
ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS	12

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet le démontage des anciens matériels, la fourniture, la livraison et l'installation de matériel de gymnastique en remplacement des équipements existants dans la salle de gymnastique du Complexe Sportif Universitaire (CSU) José Savoye – 180, avenue Gaston Berger – 59000 Lille.

- ✓ La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et l'Annexe 1 à l'ATTRI1 - Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

ARTICLE 2 – FORME DU MARCHÉ

2.1 - Définition de la procédure

La procédure de passation pour cette consultation est l'appel d'offres selon les dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Si nécessaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à l'article R. 2122-1 à R.2122-11 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

2.2 – Forme

Le marché est composé d'un lot unique. Les matériels de gymnastique doivent être compatibles entre eux et respecter des normes spécifiques. De plus, un achat global garantit une homogénéité des équipements et permet d'éviter des problèmes d'incompatibilité.

2.3 - Variantes à l'initiative du candidat

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 - Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)

Le marché ne comprend pas de Prestations Supplémentaires Eventuelles

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- ✚ L'ATTRI 1 (acte d'engagement) et son annexe dont les exemplaires originaux signés sont conservés dans les archives de l'Administration font seule foi.
 - ✓ Annexe 1 à l'ATTRI1 - Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- ✚ Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige,
- ✚ Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), paraphé et signé, dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'Université, fait seul foi en cas de litige et son annexe
 - ✓ Annexe 1 au CCTP - Plan d'ancrage
- ✚ Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et publié au Journal Officiel du 1^{er} avril 2021. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- ✚ Offre technique du titulaire (Cadre de Réponse Technique) et/ou Mémoire technique.

Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

Toute clause portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Son offre est rédigée en français (loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française et décret n° 95-240 du 3 mars 1995 pris pour son application). Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français de même que les emballages et les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché.

ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHÉ

Des travaux préalables au présent marché peuvent être programmés au sein de la salle de gymnastique du Complexe Sportif Universitaire (CSU) José Savoye. En conséquence, une incertitude temporaire subsiste quant à la possibilité de démonter et d'installer les différents équipements, en fonction de la réalisation ou non des travaux.

Afin de garantir le respect des impératifs administratifs qui s'imposent à l'établissement, un ordre de service en parfaite adéquation avec les délais mentionnés dans l'offre du titulaire sera établi après la notification.

Cet ordre de service fera office d'instruction de fabrication pour le titulaire. Les différents délais commenceront à courir en fonction de la date mentionnée sur l'ordre de service.

ARTICLE 5 – ORDRE DE SERVICE

Conformément à l'Article 3.8 du CCAG FCS, Les ordres de service sont notifiés par l'acheteur au titulaire.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Sous réserve de l'article 23.4 du CCAG-FCS, le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

ARTICLE 6 – SOUS TRAITANCE

Conformément aux articles L 2193-1 à L 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution de certaines prestations, mais ne peut cependant pas sous-traiter la totalité de son marché. Que ce soit au moment du dépôt de l'offre ou en cours de marché, l'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur (articles L 2193-4 à L 2193-7 et R 2193-1 à R 2193-4 du Code de la commande publique).

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'acheteur, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution (article L 2193-10 à L 2193-12 et R 2193-10 à R 2193-16).

En application de l'article L 2193-2 du Code de la commande publique, il appartient au sous-traitant de 1er rang, qui fait appel à un sous-traitant, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant, dit de second rang, par le pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant de 1er rang ne

peut confier à son propre sous-traitant la totalité des prestations dont il a la charge. Avant de transmettre la déclaration de sous-traitance au pouvoir adjudicateur, le sous-traitant de 1er rang est donc tenu d'obtenir l'accord du titulaire, et doit pouvoir justifier de cette autorisation auprès de l'acheteur public. Le formulaire DC4 peut être utilisé pour la déclaration d'un sous-traitant de 2nd rang, sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de 1er rang. La déclaration de sous-traitance devra alors être signée par le sous-traitant de 1er rang et par le sous-traitant de 2nd rang, et être transmise au pouvoir adjudicateur.

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur. Toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement au titulaire du marché, seule entité ayant un lien contractuel avec le pouvoir adjudicateur.

Toute sous-traitance occulte qui n'aura pas fait l'objet d'une déclaration dans les conditions énoncées ci-dessus, pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

ARTICLE 7 – CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXECUTION

La description des prestations attendues est explicitée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières. (CCTP) et l'Annexe 1 à l'ATRI1 - Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).

7.1. – Livraison

Le matériel sera livré à une date convenue avec l'Université (lors de la transmission de l'ordre de service en adéquation avec les délais du titulaire). Le prestataire devra prévoir un emballage adapté pour protéger les équipements durant le transport.

Lieu de livraison

Salle de gymnastique du Complexe Sportif Universitaire (CSU) José Savoye
180, avenue Gaston Berger - 59000 LILLE.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG/FCS, les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.

7.2. - Délais de fabrication, livraison, démontage, d'installation et mise en ordre de marche.

Le candidat précisera dans le Cadre de Réponse Technique et/ou son mémoire technique, le délai de livraison sur lequel il s'engage.

La fabrication, livraison, démontage, l'installation et la mise en ordre de marche sont effectuées par le titulaire sous sa responsabilité sans supplément de prix. Le titulaire aura à sa charge les différentes assurances.

7.3 Enlèvement des déchets

Article 8 du Cahier des Clauses Techniques Particulières CCTP.

ARTICLE 8 – OPERATION DE VERIFICATION

Par dérogation aux articles 27 à 30 du CCAG / FCS, les opérations de vérification quantitative et qualitative sont effectuées selon les étapes décrites ci-dessous par le Responsable concerné ou son mandataire dûment habilité en lieu et place du pouvoir adjudicateur.

Les produits reconnus défectueux ou non conformes sont retournés au titulaire, aux frais de celui-ci, qui a charge complète de les remplacer également à ses frais dans les délais et selon les modalités de livraison prévues au marché.

Etapas des opérations de vérification quantitative et qualitative

Etape 1 : La fabrication, livraison, démontage, l'installation, et la mise en ordre de marche devra être constatée de manière contradictoire ;

➔ **Point de départ des pénalités de retard pour non-respect du délai de livraison prévues à l'article 10 du présent CCAP.**

Etape 2 : si les opérations de vérification quantitative et qualitative sont déclarées positives, le Représentant concerné ou son mandataire dûment habilité prend la décision expresse d'admission des matériels.

L'admission, lorsqu'elle est prononcée, emporte transfert de propriété, donne le point de départ de la garantie et permet le paiement des sommes dues.

✚ **A l'issue des vérifications, l'admission est prononcée par le représentant du Pouvoir adjudicateur. Un procès-verbal unique valant attestation d'admission daté et signé sera remis au titulaire.**

ARTICLE 9 – GARANTIE LEGALE – MAINTENANCE

Conformément à l'article 9 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), le titulaire s'engage à garantir et à assurer la maintenance des fournitures ou équipements relevant du présent marché. La durée, l'étendue et les modalités de mise en œuvre de cette garantie et de cette maintenance sont définies dans son offre.

La garantie couvre le coût des pièces défectueuses, changement de tout ou partie des pièces : équipements structurels et fonctionnels, la main d'œuvre et les frais de déplacement sur site, les frais de séjour et les frais de port. En cas de retour usine des matériels pour réparation, les frais d'expédition aller et retour sont à la charge du titulaire.

Le titulaire peut appliquer la garantie soit par un réseau national d'agences régionales, soit par un réseau national de partenaires agissant en son nom en totale transparence.

L'entretien et le dépannage seront assurés (à l'exception des jours de fêtes légales) aux horaires d'ouverture suivants : du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.

Toute facilité sera donnée au personnel du titulaire pour accéder à l'appareil et effectuer les opérations d'entretien périodique et de dépannage.

Par dérogation à l'article 33 (alinéas 3 et 4) du CCAG / FCS, les décisions et demandes relatives aux mises au point et réparations émanent du Responsable concerné ou de son mandataire habilité en lieu et place du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est responsable de ses personnels en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit ; il est également responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés.

ARTICLE 10 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais contractuels fixés sont dépassés dans

l'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

- ✚ Pénalités pour défaut d'entretien des lieux (insuffisance de propreté et de tenue de chantier) : En cas de non-respect des obligations de nettoyage du chantier et d'évacuation des déchets après l'installation des matériels, une pénalité de 200 euros par constat sera appliquée.
- ✚ Retard dans le démarrage des prestations (livraison). Le titulaire pourra subir par jour de retard du démarrage de ses opérations (selon son offre initialement transmise) une pénalité équivalente à 100 euros par jour calendaire de retard.
- ✚ Retard pour l'exécution des opérations (l'ensemble des prestations de service - installation, démontage et mise en ordre de marche) - En cas de retard imputable au titulaire dans l'exécution des opérations pour lequel il est engagé dans son offre, il pourra subir une pénalité journalière équivalente à 200 euros par jour calendaire de retard.
- ✚ Retard d'exécution du service après-vente. Le titulaire pourra subir par jour de retard du service après-vente (selon son offre initialement transmise) une pénalité équivalente à 100 euros par jour calendaire de retard.

Les pénalités prévues ci-dessus seront retenues par précompte sur les sommes dues au titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille (1000) euros HT pour l'ensemble du marché.

ARTICLE 11 – PRIX

11.1 : Prix du règlement

Le prix est ferme et forfaitaire.

Le prix est réputé comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison. Il comprend également la prestation de livraison, d'installation, de mise en ordre de marche de l'ensemble des matériels et la garantie légale.

Conformément à l'article 10 du CCAG / FCS, le prix de règlement objet du marché est établi à partir des propositions hors taxes (HT) en euros du titulaire. A ces prix s'appliquera la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de la livraison.

11.2. - Frais de port

Les prix s'entendent franco de port et d'emballage standard.

ARTICLE 12 – MODE DE REGLEMENT/PAIEMENT

12.1 – Le règlement est effectué sur présentation d'une facture correspondant à l'exécution des prestations

La facture, libellée "Université de Lille", doit être adressée impérativement via le portail CHORUS PRO (SIRET : 130 029 754 00012 et TVA intracommunautaire : FR88 130 029 754, pas de code service).

Pour tout renseignement complémentaire sur la facturation, vous pouvez utiliser l'adresse mail générique : facturier-ulille@univ-lille.fr

La facture doit **impérativement** comporter les indications prévues par la réglementation de la Comptabilité Publique et notamment les renseignements suivants :

- le n° de bon de commande (commençant par 45...)
- le numéro de marché « 2025.26 »,
- la date de facturation
- les nom, adresse et raison sociale du titulaire,
- les noms et adresse du destinataire,
- la date de livraison,
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire, tel qu'il est précisé sur l'ATTRI1,
- la désignation en clair des matériels concernés et les quantités livrées,
- le prix hors taxes (HT),
- le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- le prix toutes taxes comprises (TTC)

Sans l'intégralité des informations mentionnées ci-dessus, l'Agence comptable sera dans l'obligation de retourner les factures.

12.2 - Les sommes dues, autres que celles visées à l'article 8 sont payées dans un **délai maximum de 30 jours** à compter de la réception de la facture par le service facturier.

Le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. De plus, conformément à la loi du 28/01/2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'ajoute automatiquement, en cas de retard de paiement, aux intérêts moratoires dus au créancier.

12.3 - Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement.

12.4 - L'ordonnateur de la dépense est Monsieur le Président de l'Université de Lille.

12.5 - Le comptable assignataire de la dépense est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille, Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex.

12.6 – Nantissement

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à R.2191-63 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

Le pouvoir adjudicateur délivre, sans frais, au titulaire qui en fait la demande, une copie de l'original du marché revêtue de la mention que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

La personne habilitée à fournir des renseignements est Madame l'Agent Comptable de l'Université de Lille (Rue du Barreau, BP 60149, 59653 VILLENEUVE D'ASCQ Cedex).

12.7 – Cautionnement

Le titulaire du marché est dispensé de constituer un cautionnement. Le recouvrement des sommes dont il serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

12.8 - Paiement des cotraitants et sous-traitants

En cas de cotraitance (article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S)

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

ARTICLE 13 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Utilisation de matériaux respectueux de l'environnement

Le titulaire garantit que les matériaux utilisés dans le cadre du présent marché sont respectueux de l'environnement. Les équipements doivent offrir toutes les garanties requises sur le plan de la conception, de la durabilité, de la sécurité et répondre aux normes environnementales en vigueur.

Gestion des déchets

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre des actions de prévention et de valorisation des déchets, notamment à favoriser le recyclage, la réutilisation et le réemploi. Il est demandé au titulaire d'assurer la reprise et le traitement raisonné des déchets produits lors de l'exécution des prestations de manière à réduire les incidences sur l'environnement. Un suivi de la production des déchets est effectué pendant l'exécution du contrat.

Consommation d'énergie

Le titulaire s'engage à optimiser et réduire sa consommation d'énergie pendant l'exécution des prestations. Les modalités de suivi et de contrôle de cette obligation sont les suivantes : le prestataire s'efforcera d'employer des équipements de chantier les moins énergivores possibles.

ARTICLE 14 – CHANGEMENTS AFFECTANT LE STATUT DU TITULAIRE

Durant la période de validité du marché, le titulaire est tenu de communiquer par écrit à l'Université de Lille tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris **les changements d'intitulé du compte** sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que l'Université de Lille ne saurait être tenue pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'ATTRI 1, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université de Lille n'aurait pas eu connaissance.

ARTICLE 15 – AVANCE

Une avance forfaitaire est versée au titulaire, sauf indication de renonciation dans l'acte d'engagement de la part du titulaire, lorsque le montant fixé dans le marché est supérieur au seuil de 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, conformément aux articles R 2191-3 à R2191-12. Le montant de l'avance est fixé à 30% du montant du marché.

Conformément à l'article B5 de l'attri1, le délai d'exécution pour l'appréciation de l'avance est la date mentionnée sur l'ordre de service donnant ordre de commencer la prestation (fabrication) par rapport au délai mentionné par le titulaire dans son offre.

Le remboursement de l'avance forfaitaire s'impute sur les sommes dues au titulaire dès la première demande de paiement.

ARTICLE 16 - DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de l'Université de Lille, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

ARTICLE 17 – ASSURANCE

Le prestataire a obligation de souscrire auprès d'une compagnie notoirement solvable, une police d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de sa responsabilité civile et professionnelle et couvrant pour tous les risques d'accidents dommages causés à toutes personnes et dont il serait tenu responsable conformément aux dispositions du CCAG applicables aux fournitures courantes et services.

ARTICLE 18 – MODIFICATION DU MARCHE

Pour l'ensemble des cas cités aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, toute modification du marché en cours d'exécution sera constatée par un avenant.

L'avenant ne peut avoir pour conséquence de modifier l'objet du marché ou de bouleverser son économie.

ARTICLE 19 - RÉSILIATION

19.1 Résiliation aux torts du titulaire

En application des articles R.2142-1 à R.2142-27 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents ou de refus de produire les pièces prévues aux articles L. 8222-1, D. 8222-5 ou D.8222-7 du code du travail, le marché est résilié sans indemnités aux torts du titulaire.

Par ailleurs, la décision de résilier le marché peut être prise par le Président de l'Université de Lille lorsque le titulaire n'a pas déféré à sa mise en demeure dans un délai de huit jours, suite à une défaillance dans la réalisation des prestations demandées ou s'il contrevenait aux obligations imposées par le présent marché. Il n'est alors pas payé d'indemnité.

19.2 Résiliation unilatérale du fait de l'Université de Lille

Le Président de l'Université de Lille se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postal.

Les prestations sont alors payées au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

ARTICLE 20 – DROIT ET LITIGES

Les litiges éventuels sont réglés par les lois et règlements du droit français : le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent.

ARTICLE 21 – DEROGATIONS AU CCAG/FCS

Il est dérogé aux articles 20, 27 à 30, 33, 14, 14.1 et 14.1.3 du CCAG/FCS par les articles 7, 8, 9 et 10 du présent CCAP (cf. tableau récapitulatif ci-dessous).

Articles du CCAP	Dérogations au CCAG/FCS
Article 7	Articles 20
Article 8	Articles 27 à 30
Article 9	Article 33
Article 10	Article 14.1, 14.1.3

Fait en un exemplaire original unique

A le.....

Le représentant désigné de la société
(prénom, nom + signature + cachet commercial)

A Lille, le

Le pouvoir adjudicateur,